



- Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement
- Observatoire des armements

Désarmement et non-prolifération nucléaire

n° 6 • 1-2015

Lettre d'information parlementaire

En reculant de 2 minutes les aiguilles de l'horloge de l'apocalypse, le Bulletin of the Atomic Scientists* veut attirer l'attention sur l'aggravation des menaces que font peser sur la planète les armes atomiques.

Cette revue a été fondée en 1945 à l'université de Chicago par des scientifiques qui avaient participé au projet Manhattan de construction de la bombe atomique. Ils créent l'horloge de l'apocalypse, deux ans après.

La décision d'avancer ou de reculer les aiguilles est prise chaque année après

examen par les membres du conseil scientifique — dont 17 lauréats du prix Nobel — de la situation mondiale et des menaces qui mettent sa survie en péril. « L'horloge n'est plus qu'à trois minutes de minuit en raison de l'échec des dirigeants internationaux à accomplir leur devoir le plus important : assurer et préserver la santé et la vitalité de la civilisation humaine », ont-ils estimé.

Un signal d'alarme à prendre avec d'autant plus de sérieux que d'ici quelques mois va se dérouler à New York la neuvième conférence d'examen du Traité de non-prolifération.

Un appel à réagir face notamment à l'absence de toute mise en œuvre des mesures de désarmement décidées lors de la précédente conférence il y a 5 ans : « La probabilité d'une catastrophe mondiale est très élevée et les mesures nécessaires pour réduire les risques doivent être prises très vite. »

Jean-Marie Collin & Patrice Bouveret

*Cf. <http://thebulletin.org/three-minutes-and-counting7938>

Actualité

Conférence de Vienne sur l'impact humanitaire des armes nucléaires

Comblant le vide juridique pour l'interdiction des armes nucléaires

Plus de 1 000 délégués représentant 158 États (absence notable de la France, d'Israël, de la Corée du Nord et de la Russie) et membres de la société civile étaient présents lors de ce troisième round de conférences entamé en mars 2013 à Oslo. À la différence des deux rounds précédents (Oslo en mars 2013, Mexique en février 2014) cette conférence a pleinement interpellé les délégations diplomatiques sur l'urgence d'agir en raison des conséquences catastrophiques humanitaires que provoquerait toute détonation d'une arme nucléaire comme le souligna dans ses conclusions l'Autriche : « La seule garantie contre le risque d'une détonation d'une arme nucléaire est leur élimination totale. » L'Autriche a appelé les États à « identifier et poursuivre des mesures efficaces pour combler le vide juridique pour l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires » et s'est dite prête « à coopérer avec toutes les parties prenantes pour atteindre cet objectif ».

Table ronde au Parlement autrichien

En parallèle et en collaboration avec la Conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, le Parlement autrichien a décidé d'engager un dialogue fort et important avec les parlementaires — originaires d'une douzaine de pays d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, du Pacifique et du Moyen-Orient — et des organisations de la société civile. Cette rencontre ouverte par la députée autrichienne **Christine Muttonen** — secrétaire de la Commission politique étrangère, co-présidente du PNND (cf. interview dans la Lettre n° 2) — partait du constat que les parlementaires ont une responsabilité particulière pour s'assurer que leur gouvernement met en œuvre les obligations légales internationales pour atteindre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. Les interventions et réflexions ont porté sur les mesures qui peuvent être prises par les membres des parlements à travers le monde pour réduire le stock mondial d'armes nucléaires et réduire le rôle de ces armes dans les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité.

Parmi les participants, le député britannique **Jeremy Corbyn** a mis en avant le pouvoir très fort que les parlementaires peuvent exercer sur leur gouvernement. Il présenta comment, grâce à de multiples actions (questions, débats, interpellations) les parlementaires britanniques parvinrent à faire accepter — d'autres facteurs extérieurs y aidant aussi comme la participation des États-Unis — au gouvernement britannique l'importance de sa participa-



Deux questions à...

Bill KIDD,

député écossais, membre de la commission des lois et pour l'indépendance, Scottish Parliament, co-président du PNND



Vous avez lu une déclaration forte de Madame Nicola Sturgeon, la Première ministre d'Écosse, à la troisième conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires. Quelle fut la réaction des médias écossais à cette déclaration et quelle pourrait être la prochaine étape de votre gouvernement et de votre Parlement en 2015 ?

La déclaration de la Première ministre d'Écosse Nicola Sturgeon à la Conférence de Vienne avait pour but d'exprimer son soutien complet sur la dimension humanitaire du désarmement nucléaire et ses remerciements au gouvernement autrichien pour avoir organisé la tenue de la troisième conférence sur l'Impact humanitaire des armes nucléaires à Vienne. Le second objectif était d'indiquer, que comme contribution à un monde sans armes nucléaires, le gouvernement écossais veut que les armes nucléaires britanniques (situées sur la base de Falsane) soient retirées de notre pays. Par ailleurs, nous sommes préoccupés par l'immense gaspillage financier et de ressources consacrés aux armes nucléaires comme au danger omniprésent qu'elles représentent pour tous les peuples du monde.

Notre prochaine action sera de parvenir à peser fortement dans les élections du Parlement britannique en mai 2015. L'objectif est de gagner assez de sièges au parlement écossais pour obliger le Parti travailliste à annuler le programme de renouvellement des Trident (sous-marins, missiles), dans le cas contraire ils n'obtiendront pas notre soutien pour former un gouvernement à Westminster.

Les médias écossais savent que nous avons la possibilité à Edinbourg de gagner un nombre important de sièges au vu des sondages qui montrent que le Scottish National Party est en tête devant le Labour Party ; de plus ils pensent que nous pourrions obtenir de meilleurs accords pour l'Écosse sur le plan économique et l'annulation du programme Trident.

Quelle a été la réaction du Parlement anglais concernant la position de votre gouvernement ? Avez-vous eu un échange avec des parlementaires britanniques sur les conclusions faites lors de cette troisième conférence humanitaire et notamment concernant la « Promesse autrichienne » ?

Le gouvernement britannique a ignoré la déclaration de notre Première ministre, car il n'a fait aucune déclaration publique ou médiatique sur cette conférence. De même, il n'a eu aucune volonté de communiquer sur les déclarations faites par les diplomates du ministère des Affaires étrangères, qui ont indiqué l'importance des armes nucléaires comme sur la position du gouvernement écossais et sa volonté de faire annuler le programme Trident.

Les partis politiques SNP, les Verts et le Paid Cymru (ou Welsh National Party) ont été conviés le 20 janvier dernier au Parlement de Westminster pour débattre du programme Trident. Malheureusement le Parti travailliste n'a pas souhaité être présent et lorsque nous avons (le SNP) parlé de la « Promesse autrichienne », le gouvernement britannique et les partis britanniques ont tout simplement refusé d'aborder ce sujet. Nous allons avoir un autre débat mais cette fois au Parlement écossais d'ici deux mois, ce qui permettra de mettre en avant cette position diplomatique forte de l'Autriche.

tion à cette 3^e conférence. Un lobbying à succès, puisque c'est aussi de cette même façon, qu'il réussit à obtenir différents débats pour contester le renouvellement de la composante nucléaire sous-marine. Autre exemple, le sénatrice **Laura Angelica Rojas-Hernandez** (Mexique) a souligné l'importance d'une doctrine de sécurité sans armes nucléaires et comment celle-ci peut être mise en pratique dans des zones exemptes d'armes nucléaires (Zean). Elle prit ainsi pour exemple la Zean d'Amérique latine où — malgré une course à l'arme nucléaire entre l'Argentine et le Brésil (1970/1985) — 33 États ont décidé d'aborder leur problématique de sécurité, sans s'appuyer sur cette arme de destruction massive.

Déclaration de 10 parlementaires français

Pour la première fois dix parlementaires français (PC, EELV, PS, UDI), membres et non-membres du PNND, ont décidé de faire une déclaration commune pour soutenir l'initiative du parlement autrichien en cosignant une déclaration lue et diffusée lors de cette session parlementaire.

Extrait : « Dans l'objectif que notre culture du désarmement nucléaire soit entière pour promouvoir activement la politique de notre État vers un monde sans armes nucléaires : nous allons continuer à porter encore plus le débat au sein des commissions défense et des Affaires étrangères pour éveiller les consciences de nos collègues ; nous allons poursuivre les interpellations auprès des ministres concernés pour obtenir toujours plus de transparence ; nous allons faire vivre cette réflexion naissante sur le désarmement nucléaire. »

http://www.pnnd.org/sites/default/files/i/photos/events/20141209-vienna/declaration_de_10_parlementaires_francais_a_la_conference_inter_nationale.pdf

L'arsenal américain, une menace pour la sécurité mondiale !

La sénatrice californienne Dianne Feinstein, membre de la commission judiciaire du Sénat, a, début décembre, indiqué dans une lettre ouverte son interrogation face aux dépenses de 1 000 milliards de dollars « sur de nouvelles armes, sous-marins et bombardiers à longue portée au cours des trois prochaines décennies. Le programme nucléaire américain n'a pas vu ce niveau de financement depuis les années 1980. Même nos généraux nous disent que nous avons trop d'armes nucléaires » et que cela pose une « menace pour la sécurité mondiale ».

http://host.madison.com/news/opinion/column/sen-dianne-feinstein-generals-agree-u-s-should-shrink-nuclear/article_82872707-8514-5e1b-8e18-14ebc43ef9b9.html

Du côté de la société civile...

Vaste soutien international à l'initiative des Îles Marshall

La République des Îles Marshall a entamé le 24 avril 2014 une procédure en justice à la Cour internationale de Justice contre les neuf puissances nucléaires (États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine, Inde, Israël, Pakistan, Corée du Nord) pour non-respect de leur obligation légale au regard du Traité de non-prolifération nucléaire (article 6) et au regard du droit international coutumier. En parallèle une vaste pétition internationale a été lancée par l'organisation nuclearzero.org pour soutenir cette action. Au 2 février, plus de 5 052 100 personnes l'ont signée. Et vous ?

<http://nuclearzero.org/>

Michelle DEMESSINE,

sénatrice du Nord, vice-présidente de la commission des affaires étrangères et de la défense,
membre du groupe communiste républicain et citoyen et du conseil du PNND



Quel bilan tirez-vous de la politique française de désarmement et de non-prolifération nucléaire pour l'année 2014 ?

Je regrette que ce bilan soit au total assez mince au regard des déclarations et des ambitions affichées.

Ce bilan est décevant, non seulement pour l'année dernière, mais aussi par rapport au document final de la dernière conférence d'examen du TNP, en 2010, dans lequel nous nous étions notamment engagés à « réduire encore le rôle et l'importance des armes nucléaires dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité ».

Je souhaiterais que d'une façon générale, notre pays soit plus « allant » pour participer aux initiatives internationales qui vont dans le sens du désarmement. J'avais, par exemple, déjà regretté qu'en 2013 la France n'ait pas été partie prenante de la conférence intergouvernementale d'Oslo sur l'impact humanitaire des armes nucléaires. Elle n'avait pas été très claire non plus lors de la conférence de suivi de ce « processus d'Oslo » qui s'est tenue en 2014 au Mexique.

Ce manque de « allant » s'accompagne parfois aussi d'une certaine mauvaise foi dans la présentation des choses. Ainsi en mai 2014, lors de la troisième conférence préparatoire du TNP, dans le rapport concernant les actions réalisées, nous avons, par exemple, présenté de façon erronée les dates et le niveau de diminution des stocks de nos armes nucléaires.

La conférence d'examen du traité de non-prolifération approche ; comment pensez-vous, en tant que vice-présidente de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, parvenir à engager une large réflexion avec vos collègues sur l'attitude diplomatique que doit aborder la France ?

Effectivement cette neuvième conférence d'examen du TNP aura lieu très prochainement à New York, en avril et mai. La période d'ici-là sera évidemment propice à une sensibilisation aux enjeux essentiels de cette conférence. Malheureusement, on ne peut pas dire que, lors des réunions préparatoires, la voix de la France se soit faite beaucoup entendre pour appliquer la clause de désarmement du Traité. Cette clause est pourtant la seule justification de l'inéquité qui existe entre détenteurs de l'arme et l'obligation qui est faite à de grands pays, tels que l'Iran ou le Japon, de renoncer à l'arme nucléaire.

Notre pays n'est pas toujours exempt de reproches dans le respect de la clause de désarmement. Je veux dire par là, qu'en modernisant, en sophistiquant, et donc en développant nos armes nucléaires, nous ne sommes plus dans ce qu'on appelle la « stricte suffisance », et qu'ainsi nous ne respectons pas strictement les engagements internationaux « d'œuvrer de bonne foi » au désarmement.

Si le désarmement est un processus long, quelle mesure la France devrait-elle prendre à votre avis pour montrer qu'elle « poursuit de bonne foi », comme l'indique le TNP, une politique pour aller vers un monde sans armes nucléaires ?

D'abord, j'estime que dans ce domaine, le régime de non-prolifération instauré par le Traité de non-prolifération nucléaire est absolument primordial et qu'il faut impérativement veiller à le préserver. Il ne faudrait pas penser que c'est un acquis définitif. Le TNP traverse une crise, causée par des questions comme la surveillance de programmes suspects (Iran, Corée du Nord) et la manière de s'assurer que les États dotés de l'arme nucléaire remplissent leur engagement aux termes du Traité de progresser vers le désarmement.

La meilleure preuve de « bonne foi » est de prendre les initiatives diplomatiques appropriées pour œuvrer dans le sens d'une dénucléarisation des relations internationales.

Il faut ainsi rouvrir le dossier du désarmement nucléaire simultané et contrôlé. Il est temps, à l'occasion de la prochaine conférence de révision, de passer enfin à l'élaboration concrète d'un instrument juridique international contraignant. Comme le proposent depuis longtemps les Nations Unies, il devrait prendre la forme d'un traité relatif à l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'usage des armes nucléaires et à leur destruction, et exigeant un moratoire sur la modernisation et les programmes de renouvellement des armes nucléaires.

C'est dans ce sens que notre diplomatie devrait concentrer tous ses efforts. À cet égard, je suis persuadée que la délégation du réseau ICAN qui se rendra à New York à cette période y sera particulièrement attentive.

La dissuasion nucléaire en bref...

Première expérience au Mégajoule...

Le 2 décembre 2014, le système phare du programme de Simulation des essais nucléaires est devenu opérationnel avec une première expérience. Quelques semaines plus tôt — le 23 octobre — le Premier ministre a déclaré : « Pendant toute la guerre froide, la France a fourni un effort considérable pour ne pas être distancée par les deux grandes puissances de l'époque. Mais désormais elle fait la course en tête pour les technologies de dissuasion. Les pays qui font le choix du nucléaire militaire et civil sont les pays qui veulent ne pas sortir de l'Histoire, qui veulent en permanence peser. » Une pensée officielle qui est en totale contradiction avec la ligne diplomatique de la France qui a toujours été d'indiquer qu'elle n'avait jamais participé à une course aux arsenaux nucléaires...

www.gouvernement.fr/.../2014/.../23.10.2014_discours_de_manuel_valls_premier_ministre_-_visite_du_cesta_le_barp.pdf

L'Australie contribue à la force nucléaire française

À l'occasion du G20 en Australie (15-16 novembre 2014), le Président de la République a indiqué une information des plus surprenantes sur le rôle fondamental que joue l'Australie dans la force de frappe française : « Vous fabriquez ici en Australie des éléments qui servent à la force stratégique française. C'est-à-dire à ce qu'elle a de plus essentiel pour notre souveraineté et notre indépendance, le nucléaire militaire, nos sous-marins ».

Indépendance où es-tu ?

<http://www.elysee.fr/declarations/article/declaration-lors-du-dejeuner-officiel-a-canberra-2/>

Résolution en faveur de l'interdiction des armes nucléaires

SIGNATURE : Le 16 décembre 2014, le député Jean-Jacques Candelier, vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées a déposé une résolution visant à « l'interdiction internationale des armes nucléaires ». Indiquant que la présence d'environ 16 300 armes nucléaires continue de représenter une grave menace pour la paix et la sécurité internationales ; s'appuyant sur les différents argumentaires portant sur la dimension humanitaire du désarmement nucléaire, sur le plan en Cinq points proposé par le Secrétaire général des Nations Unies, comme sur les différents engagements que la France a pris (TNP) et prenant acte des résolutions émises par l'Union interparlementaire ; cette résolution demande dans son article unique aux parlementaires d'être « favorable à la signature d'un Traité relatif à l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'usage des armes nucléaires et à leur destruction » et de se prononcer « en faveur d'un moratoire, dans un cadre multilatéral, sur la modernisation et les programmes de renouvellement des armes nucléaires. »

<http://www.assemblee-nationale.fr//14/propositions/pion2471.asp>

Cycle d'audition pour préparer la conférence du TNP

PROPOSITION : À trois mois de la neuvième conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (mai), l'organisation d'un cycle d'auditions par la Commission des Affaires étrangères apparaît vitale. La politique de désarmement, de non-prolifération et d'usage pacifique du nucléaire de la France va être confrontée à de nombreuses oppositions. De plus, il existe également une possibilité qu'un groupe d'États, au cours de cette conférence, demande la mise en œuvre d'un traité international d'élimination des armes nucléaires. En conséquence, Madame la Présidente Elisabeth Guigou / Monsieur le Président Jean-Pierre Raffarin, l'audition de politologues, de diplomates et de membres de la société civile, permettra aux parlementaires de disposer d'une véritable vue d'ensemble des tenants et des aboutissants de cette conférence.



L'Observatoire des armements et le PNND France sont membres du comité de pilotage d'ICAN France - Campagne internationale pour l'Abolition des armes nucléaires débutée en 2007. Sites Internet : www.icanfrance.org et www.icanw.org.

NOUS SUIVRE SUR TWITTER :



@obsarm

@jmc_nonukes



Le réseau des **Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement (PNND)**, est un forum international non partisan pour les législateurs. Ce réseau mondial (Australie, Allemagne, États-Unis, Finlande, France, Israël, Jordanie, Japon, Kazakhstan, Norvège, Royaume-Uni, Pakistan...) réunit

plus de 800 parlementaires (19 en France) provenant de plus de 80 pays. Le PNND offre une variété de forums, d'initiatives, dans lesquels les législateurs peuvent apprendre les uns des autres à collaborer sur des mesures nationales, régionales et internationales. Il s'agit notamment des conférences, des newsletters, des séminaires et des contacts entre collègues parlementaires dans le but d'empêcher la prolifération et pour parvenir au désarmement nucléaire.

PLUS D'INFORMATIONS SUR LE PNND : www.pnnd.org

CONTACT : Jean-Marie Collin, directeur France PNND, jeanmarie@pnnd.org • 06 73 02 43 38

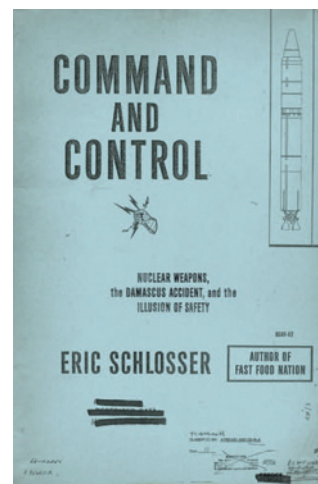


L'**Observatoire des armements** est un centre indépendant d'expertise et de documentation, ouvert au public, créé en 1984. Les activités de recherche

de l'Observatoire des armements sont centrées plus particulièrement sur deux axes : les transferts et l'industrie d'armement ; les armes nucléaires et leurs conséquences. Pour faire connaître son activité et ses travaux de recherche, l'Observatoire publie une lettre d'information trimestrielle, *La Lettre de Damoclès*, ainsi que des études et des ouvrages comme *Exigez ! un désarmement nucléaire total*, avec Stéphane Hessel et Albert Jacquard. Au fil des années, l'Observatoire des armements est devenu un interlocuteur incontournable et un centre ressource pour les médias, les responsables politiques, les chercheurs, la société civile, tant français qu'étrangers.

PLUS D'INFORMATIONS SUR L'OBSERVATOIRE : www.obsarm.org

CONTACT : Patrice Bouveret, directeur, patricebouveret@obsarm.org • 04 78 36 93 03



L'histoire des arsenaux nucléaires est émaillée de milliers d'accidents graves. Longtemps tenus secrets, certains auraient pu faire basculer le monde dans la guerre. Eric Schlosser est un journaliste d'investigation, qui au fil des pages de *Command and Control Nuclear Weapons* décrit comment « nous nous en sommes tirés sans holocauste nucléaire, grâce au talent, à la chance et à l'intervention divine ». Malgré toutes les précautions que les industriels et militaires prennent pour s'assurer du bon fonctionnement et de la sécurité des armes nucléaires, Eric Schlosser, montre que l'erreur humaine est fortement possible ; une erreur dont, dit l'auteur, « l'humanité ne pourra pas se relever ».

Command and Control Nuclear Weapons, the Damascus Accident, and the Illusion of Safety, Penguin Press, 2013

<http://thepenguinpress.com/book/command-and-control>